REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 07 MARS 2019

**JUGEMENT
COMMERCIAL N° 29
du 07/03/2019**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

AMADOU IDRISSE

C/

**LA SOCIÉTÉ LYBIA
OIL SA**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du Vingt et un Février Deux Mil Dix Neuf, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président de la 3^{ème} chambre; **Président**, en présence de Messieurs **IBBA AHMED IBRAHIM** et **SAHABI YAGI**, tous deux juges consulaires ; avec l'assistance de Maître **DJAMA SOULEY**, **Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

Ets ALMOUSTAPHA ALI, représentés par **AMADOU IDRISSE**, de nationalité nigérienne, né le 21 Mai 1971 à Niamey, Gérant de station d'Essence, demeurant à Niamey, Koira Tegui, agissant pour le compte des Ets Moustapha Ali, Entreprise individuelle de droit nigérien dont le siège est à Niamey Koira Tegui ; Assisté de la **SCPA VERITAS**, société d'Avocats inscrite au Barreau du Niger, 4 rue BK –Boukoki Niamey

DEMANDERESSE

D'UNE PART

La société LYBIA OIL SA ayant son siège social à Niamey, Route de l'Aéroport, représentée par son Directeur Général, assistée de la **SCPA MANDELA**, Société d'Avocats inscrite au Barreau du Niger, 468 avenue des Zarmakoye Niamey- Niger;

;

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

FAITS ET PROCEDURE

Par requête non datée, Amadou Idrissa saisissait le Tribunal de céans à l'effet de :

convoquer libya oil niger sa ;

Procéder à la tentative de conciliation prévue par la loi.

A défaut d'entente.

- Constaté que OILYBIA reste devoir la somme de **5.434.358Fcfa** à Monsieur AMADOU IDRISSA ;
- Condamner la société LYBIA OIL à lui payer la dite somme ;
- Condamner en outre LYBIA OIL à lui payer la somme de 2.000.000 Fcfa à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive et injustifiée.
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision sur minute et avant enregistrement ;
- Condamner le défendeur aux dépens.

A l'appui de ses demandes, il expose qu'il a signé un contrat de Prestation de services en date du 19 Décembre 2017 avec la Société LYBIA OIL pour la gestion de la Station d'Essence OILIBYA qui se trouve à Tallagué (**pièce n°1**). Le contrat avait pour objet la vente des produits livrés par OIL LYBIA à savoir : l'Essence, le Gasoil et des Lubrifiants pour moteur. Le Gérant avait également pour mission, l'entretien de la station et des équipements, le développement et la diversification des ventes ainsi que la gestion financière de la station. Des objectifs de ventes sont fixés au prestataire qui devait vendre au moins 90 m³ de carburant et 0,3m³ de lubrifiants par mois. Il devait remplir une base journalière de documents et procéder chaque jour au versement des recettes ; et enfin, il devait verser une caution de 4.900.000 Fcfa à titre de garantie de la bonne exécution du contrat. En contrepartie, OILYBIA consent à verser au prestataire, une somme forfaitaire fixe de 572.343 Fcfa chaque mois ; montant sur lequel elle retient 2% de retenue à la source pour reverser aux impôts ;

Monsieur AMADOU IDRISSA n'ayant pas les 4.900.000 Fcfa de caution, OILYBIA a accepté le principe qu'il verse la somme de 2.000.000 Fcfa et pour le reliquat de caution de 2.900.000 Fcfa, il sera fait un prélèvement de 2F par litre vendu jusqu'à hauteur de 2.900.000 Fcfa pour compléter la caution initiale de 4.900.000 Fcfa ;

Enfin, et à titre de bonus, le prestataire sera rémunéré de 4F /L vendu sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus de l'objectif fuel assigné qui est 90m3 par mois. Pour ce qui est des lubrifiants, le prestataire sera rémunéré de 250F/ l vendu sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus de l'objectif assigné qui est 0,3m3 par mois. C'est ainsi que Monsieur AMADOU IDRISSE a versé la somme de 2.000.000 Fcfa à titre de caution sur le compte BIA de LIBYA OIL le 11 Décembre 2017. Il a ainsi pris la gestion de la station-service ; il a recruté du personnel qu'il a payé pendant les 6 mois du contrat. Mais en cours de contrat, OILYBIA ne lui a jamais versé l'intégralité du montant forfaitaire de 572.343Fcfa par mois ; il ne bénéficiait que partiellement des bonus par litres vendus pendant les trois premiers mois seulement. OILYBIA ne lui versait pas de fixe, au contraire, elle retenait systématiquement 2F/L vendu pour compléter sa caution. Ne pouvant plus tenir, Monsieur AMADOU était obligé d'écrire à OILYBIA le 18 mai 2018 pour l'informer de ce qu'il ne pouvait plus continuer la relation en raison du manque de rentabilité de l'affaire (pièce n°4) ;

A la fin du contrat, il fit un inventaire de ce qu'il a vendu qu'il a adressé à OILYBIA. Il avait largement dépassé les objectifs fixés par OILYBIA :

- en janvier 2018 il a vendu 96.030 L ;
- en Février il a vendu 90 810 L ;
- en Mars il a vendu 94 760 L ;
- et en Avril, Mai et Juin, il a également dépassé les objectifs.

Contre toute attente, OILYBIA ne lui a versé que la somme de 2.000.000 Fcfa ainsi que 46.400 Fcfa de bonus. Il a fait un état manuscrit de ses ventes pour les soumettre à OILYBIA. En fin de contrat, il a demandé à OILYBIA de lui payer les sommes suivantes :

1/ 1.535.520 Fcfa représentant le reliquat des honoraires fixes, comme suit :

(les honoraires fixes de 561.120 Fcfa x 5 mois , soit un total de 3.366.720 Fcfa auxquels il faut soustraire les paiements mensuels suivants :

- en janvier il a reçu l'intégralité des 561.120 Fcfa
- en février il n'a reçu que 134.000 Fcfa
- en mars il n'a reçu que 312.000 Fcfa

- en avril il a reçu 280.000 Fcfa
- en mai il a reçu 170.000 Fcfa
- en juin il a reçu 374.080 Fcfa
- soit un total de 1.831.200 Fcfa reçu.

En conséquence OILYBIA reste devoir la somme de **1.535.520 Fcfa**

2/ les retenues de 2F /L pour un montant de **2.900.000 Fcfa** ;

3/ les bonus non payés des mois de Décembre à juin 2018 d'un montant de **998.838 Fcfa**

Soit un total de : 5.434.358 Fcfa

Qu'à ce jour OILYBIA reste lui devoir la somme de **5.434.358 Fcfa**. Que OILYBIA refuse sans aucune raison de lui restituer ledit montant ; Qu'il y'a lieu de condamner OILYBIA à lui payer ce montant. Il conclut que cette situation lui a causé un préjudice pour lequel il demande réparation pour un montant de 2.000.000fcfa. C'est pour pourquoi, Monsieur AMADOU IDRISSE saisit le tribunal de commerce aux fins de statuer sur sa demande.

En réponse, la société Lybia Oil SA, expose par l'intermédiaire de son conseil que s'agissant du montant des honoraires fixes elle était liée aux établissements Almoustapha Ali par un contrat de prestation de service d'une durée de 6 mois allant du 20 novembre 2017 au 19 juin 2018; Que la société LYBIA OIL NIGER SA produit à l'instance, l'ensemble des justificatifs de paiements des six (6) mois des honoraires fixes. Que le Tribunal constatera par conséquent qu'elle s'est acquittée de son obligation et déboutera purement et simplement L'ENTREPRISE 2IB de toutes leurs demandes, fins et conclusions comme étant non fondées puisque rentrés dans leurs droits. Elle poursuit que s'agissant de la restitution de la caution elle explique qu'aux termes de l'article 5 du contrat de location gérance liant les deux parties et intitulé « Obligations des parties », le prestataire de service à savoir Almoustapha ALI devait fournir une caution financière à titre de sureté et garantie de la bonne exécution de ses engagements à l'égard de LIBYA OIL NIGER SA ; qu'en l'espèce, la caution était fixée à quatre millions neuf cent mille (4.900.000) FCFA ; attendu du que les prestataires de service engagés avec LYBIA OIL NIGER SA

dans le cadre de la gestion de station service possèdent plusieurs comptes ouverts notamment « le compte carburant » destiné aux opérations concernant le Carburant et « le compte lubrifiant » destiné aux opérations concernant le lubrifiant ; qu'au terme du contrat de prestation de gérance et après solde tout compte le compte de carburant des établissements Almoustapha ALI, celui-ci présentait un solde débiteur cinquante huit mille sept cent soixante neuf francs (58.769F) CFA) ; que LYBIA OIL NIGER SA a déjà procédé à la restitution de la somme de deux million (2.000.000) FCFA comme le reconnaît eux même les ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI dans son courrier en date du 23 octobre 2018 adressé à la concluyente et comme l'atteste la pièce comptable de LYBIA OIL NIGER SA ; qu'ainsi, le reliquat de la caution à restituer aux ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI s'élève à : 4.900.000 FCFA (montant prévu à l'article 5 du contrat de prestation de service) auxquels il doit être soustrait :

- 2.000.000 FCFA (montant déjà restitué)
- 58.769 FCFA (débit du compte carburant)

SOIT UN RELIQUAT DE 2.941.231 FCFA

Or, attendu que l'article 6 dudit contrat prévoit un prélèvement de deux (2) FCFA/Litre sur la base mensuelle jusqu'à ce que le plafond prévu à l'article 5 soit atteint. Qu'au terme du contrat de prestation de service ledit plafond n'a pas pu être atteint par les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI; Qu'en effet, un différentiel de un million (1.000.000) de FCFA a été observé ; Que *le reliquat de la caution est donc désormais de 1.941.231 FCFA* ; Que par mémo de LYBIA OIL NIGER SA en date du 13 août 2018 les services compétents demandaient à la Direction Générale de procéder au paiement dudit montant et que ce dernier était versé aux ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI; elle conclue sur ce point que le Tribunal constatera par conséquent que la caution financière à titre de sureté et garantie de la bonne exécution des engagements des ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI à l'égard de LIBYA OIL NIGER SA ayant été restituée à ces derniers, et les débouter purement et simplement de toutes leurs demandes, fins et conclusions comme étant mal fondées.

En réplique, les établissements ALMOUSTAPHA ALI expliquent que le montant de rémunération fixe mensuel prévu par le contrat en

son article 6 est de 561.120 FCFA ;

Or, en cours de contrat, Oilibya ne lui a versé que les sommes suivantes qui ressortent des pièces communiquées par LybiaOil: *(les honoraires fixes de 561.120 Fcfa x 6mois , soit un total de 3.366.720 Fcfa auxquels il faut soustraire les paiements mensuels suivants :*

- *en janvier il a reçu l'intégralité des 217.208 Fcfa sur les 561.120 Fcfa*
- *en février il n'a reçu 561.120 Fcfa*
- *en mars il n'a reçu que 459 107 Fcfa sur les 561.120 Fcfa*
- *en avril il a reçu 248 195 Fcfa sur les 561.120 Fcfa*
- *en mai il a reçu 280 645 Fcfa sur les 561.120 Fcfa*
- *en juin il a reçu 398 075 Fcfa sur les 561.120 Fcfa*

soit un total de 2.164.350 Fcfa reçu.

En conséquence OILYBIA reste devoir la somme de 1.202.370 FCFA et qu'il y'a lieu de condamner OIL LIBYA a lui payer ce montant. Que s'agissant de la caution, Le montant contractuellement convenu à l'article 5 du contrat est de 4.900.000 Fcfa ; Monsieur AMADOU IDRISSE n'ayant pas les 4.900.000 Fcfa de caution, OILYBIA a accepté le principe qu'il verse la somme de 2.000.000 Fcfa et pour le reliquat de caution de 2.900.000 Fcfa, il sera fait un prélèvement de 2F par litre vendu jusqu'à hauteur de 2.900.000 Fcfa pour compléter la caution initiale de 4.900.000 Fcfa. C'est ainsi que Monsieur AMADOU IDRISSE a versé la somme de 2.000.000 Fcfa à titre de caution sur le compte BIA de LIBYA OIL le 11 Décembre 2017; Le reste de la caution de 2.900.000 Fcfa a été constitué par un prélèvement de 4 F/ litres pendant l'exécution du contrat, soit ; Monsieur Idrissa a largement dépassé les objectifs fixés par OILYBIA :

- *en janvier 2018 il a vendu 96.030 L ;*
- *en Février il a vendu 90 810 L ;*
- *en Mars il a vendu 94 760 L ;*
- *et en Avril, Mai et Juin, il a également dépassé les objectifs.*

A la fin du contrat, Oilybia ne lui a versé que 1.941.231 Fca qui correspond à la caution versée de 2.000.000 Fcfa à laquelle ils ont soustrait la somme de 58.769 Fcfa représentant le débit du compte lubrifiant.

Monsieur Idrissa reconnaît ce montant et considère que les

2.000.000 Fcfa de caution ont bien été remboursées ;

En effet, il a été constaté un solde débiteur de 58.769 Fcfa sur le compte lubrifiant ; c'est donc logiquement que ce montant a été soustrait de la caution ; Mais il reste 2.900.000 Fcfa de caution non encore remboursée constituée par les prélèvements de 2F / litres ;

Oilybia ne lui a pas remboursé ce montant ; qu'il convient de condamner Oilybia à lui rembourser ce montant. Les ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI poursuit que l'article 6 du contrat a prévu un bonus de 4F/ litres sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus de l'objectif fuel assigné et un bonus de 250 F / l/mois sur chaque litre supplémentaire de lubrifiant vendu au delà de l'objectif assigné. Monsieur Idrissa a fait la preuve et les calculs qu'il a largement dépassé les objectifs assignés ; Qu'il a calculé des bonus non payés des mois de Décembre à juin 2018 d'un montant de 998.838 Fcfa ; Qu'il sollicite de condamner Oilybia à lui payer ce montant. Il conclut que cette situation lui a causé un préjudice pour lequel il demande réparation pour un montant de 2.000.000fcfa.

En réplique, la société Lybia Oil explique que l'article 5 du contrat de prestation de service conclu entre les deux parties rappelle qu'il est admis une tolérance de coulage de 5L pour 1000L et qu'en cas de dépassement, le prestataire est tenu pour responsable et devra payer la perte occasionnée. La société LYBIA OIL NIGER SA produit à l'instance, l'ensemble des pièces prouvant les dépassements par le prestataire de la tolérance admise dans le contrat de prestation sur la période de six (6) mois du contrat de prestation ainsi que le cumul mensuel des écarts de versements constatés entre le montant de la vente mensuelle théorique et le versement effectivement réalisé ; Qu'il convient de rappeler d'ailleurs qu'il s'agit des pièces produites aussi par les ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI ! Elle explique que les dépassements par le prestataire correspondent aux prétendues « retenues sans fondement légal ou contractuel » avancées par les ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI ; Qu'il est aisé de retrouver ces montants sur les différents ordres de paiements à son attention. Elle conclut sur ce point que le Tribunal constatera que les retenues opérées l'ont été conformément à l'article 5 du contrat de prestation de service et débouter purement et simplement les

ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI de toutes ses demandes, fins et conclusions comme étant non fondées.

S'agissant du reliquat de caution à verser, la société Lybia Oil explique qu'aux termes de **l'article 5 du contrat de location gérance** liant les deux parties et intitulé « **Obligations des parties** », le prestataire de service à savoir les établissement ALmoustapha Ali devait fournir une caution financière à titre de sureté et garantie de la bonne exécution de ses engagements à l'égard de LIBYA OIL NIGER SA ; Qu'en l'espèce, **le plafond** de la caution était fixée à cinq millions (4.900.000) FCFA et que l'Etablissement Almoustapha ALI n'a procédé qu'au versement de la somme de deux millions (2.000.000) FCFA. Concernant le solde débiteur du compte carburant du prestataire, elle explique que les prestataires de service engagés avec LYBIA OIL NIGER SA dans le cadre de la gestion de station service possèdent plusieurs comptes ouverts notamment « le compte carburant » destiné aux opérations concernant le Carburant et « le compte lubrifiant » destiné aux opérations concernant le lubrifiant ; Qu'au terme du contrat de prestation de gérance et après solde tout compte le compte de carburant des ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI , celui-ci présentaient un solde débiteur de cinquante huit mille sept cent soixante neuf franc **(58. 769) FCFA** ; Que ce débit correspondant à l'ensemble des transactions passées sur le compte telles que les facturations, les versements et les écritures de régularisation passées à la fin de chaque mois suite à l'inventaire mensuel ; Que l'ensemble de ces opérations a été retracé sur la base de documents comptables ; Que ces documents ont été remis au prestataire mais qu'il feint aujourd'hui de le reconnaître et qu'ils sont disponibles. Elle poursuit que Concernant la dotation de 2F par litre réalisée par LYBIA OIL NIGER SA, il convient de rappeler que le montant de 4.900.000 FCFA correspond à un plafond devant être atteint grâce au prélèvement de 2F CFA par litre effectué par LYBIA OIL NIGER SA sur sa propre marge et non sur les fonds du prestataire ; que ce prélèvement a été mis en place pour pallier à l'insuffisance financière du prestataire lors de son installation ; que ce n'est qu'une fois ce plafond atteint que le prestataire peut prétendre à une éventuelle restitution de supplément ; qu'à la lecture des pièces versées par LYBIA OIL NIGER SA, le Tribunal constatera que les sommes suivantes ont été dotées par la concluyente au titre du complément de caution pour le compte des

ETABLISSEMENT ALMOUSTAPA ALI :

Janvier 2018 : 192.060 FCFA

Février 2018 : 181.620 FCFA

Mars 2018 : 189.520 FCFA

Avril 2018 : 154.800 FCFA

Mai 2018 : 142.200 FCFA

Juin 2018 : 48.700 FCFA

Juillet 2018 : 363.000 FCFA

Soit un Total de : 1.271.900 FCFA

Qu'il est aisé de constater que le plafond prévu par le contrat de prestation de services n'a pas été atteint par les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI ;

Que par conséquent, le prestataire ne peut aujourd'hui revendiquer une quelconque somme au titre de reliquat de caution. Concernant le montant de un (1) million de CFA versé au prestataire. Le prestataire a procédé au versement d'une caution de 2 millions de CFA ; Que le solde de son compte carburant présentait un solde débiteur de 58.769 FCFA ; Que LYBIA OIL NIGER SA devait donc lui restituer la somme de 2.000.000 FCFA – 58.769 soit 1.941.231 CFA ; que par manque d'atteinte du plafond de la caution, la seule somme qui peut être prise en compte par le prestataire est le montant de la caution effectivement versé entre les mains de LYBIA OIL NIGER SA ;

Que LYBIA OIL NIGER SA a déjà procédé à la restitution de la somme de un million neuf cent quarante et un mille deux cent trente et un **(1.941.231) FCFA** comme le reconnaît eux même les ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI et comme l'atteste la pièce comptable de LYBIA OIL NIGER SA ;

Que par mémo de LYBIA OIL NIGER SA, les services compétents demandaient à la Direction Générale de procéder au paiement dudit montant et que ce dernier était versé au ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI ; elle conclue que le Tribunal constatera par conséquent que la caution financière à titre de sureté et garantie de

la bonne exécution des engagements des ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI à l'égard de LIBYA OIL NIGER SA ayant été restituée à ces derniers, et les déboutera purement et simplement de toutes leurs demandes, fins et conclusions. la société Lybia Oil explique également que s'agissant du prétendu bonus à verser aux ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI, aux termes de l'article 6 du contrat de prestation de service, le prestataire est éligible à un bonus de 4 (Quatre) FCFA/Litre/mois sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus des objectifs fuels qui lui sont assignés ; Que le prestataire est éligible à un bonus de 250 (Deux cent cinquante) FCFA/Litre/mois sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus des objectifs lubrifiants qui lui sont assignés ; Qu'il ressort clairement de cette disposition que le bonus n'est pas de droit tant que les objectifs n'ont pas été atteints ; Qu'à la lecture des pièces fournies par LYBIA OIL NIGER SA, il est évident que l'objectif de 90m³ de carburant n'a pas été atteint au vue des ventes réalisées :

Décembre : 32.000 m³

Janvier 2018 : 96.030 m³

Février 2018 : 90.810 m³

Mars 2018 : 94.760 m³

Avril 2018 : 77.400 m³

Mai 2018 : 71.100 m³

Juin 2018 : 47.400 m³

Qu'ainsi, le Tribunal constatera que les établissements Almoustapha Ali n'ont jamais atteint les objectifs à elle attribués et qu'elle ne peut donc aujourd'hui prétendre à aucun bonus, et les déboutera purement et simplement de toutes ses demandes, fins et conclusions. Elle poursuit qu'il ressort l'article 15 du Code de Procédure Civile dispose : « L'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation. (...) » ; Que selon la doctrine et la jurisprudence constantes, une action vexatoire et abusive est qualifiée « *d'abus de droit et ouvre droit à des dommages intérêts au profit de la personne contre laquelle cette action a été initiée* » :

Attendu qu' « *une procédure peut revêtir un caractère vexatoire non seulement lorsqu'une partie est animée de l'intention de nuire à une autre mais aussi lorsqu'elle exerce son droit d'agir en justice d'une manière qui excède manifestement les limites de l'exercice normal de ce droit par une personne prudente et diligente* » :Cass. 31 octobre 2003, JT, 2004, p 134 ;

Attendu qu'en l'espèce, ainsi qui est démontré ci dessus, la juridiction de céans relèvera aisément que non seulement ETABLISSEMENT ALMOUSTAPHA ALI sont rentrés dans ses droits tant sur les montants des honoraires fixes, que de la caution ;

Qu'il se dégage des faits, que cette procédure a été imposée à LYBIA OIL NIGER SA ;

Qu'il s'agit là une action téméraire, motivée par le désir de ternir l'image de la concluante et fondée sur une mauvaise foi déconcertante des ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI;

Que la religion de la juridiction de céans ne sera pas trompée et que cette dernière condamnera les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI au paiement de la somme de cinq (5) millions de FCFA à titre de dommages intérêts pour toutes causes de préjudices confondues.

MOTIFS DE LA DECISION

EN LA FORME

Attendu que les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI ont introduit leur requête des les forme et délai prescrits par la loi ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

AU FOND

Sur la demande de reliquat sur les honoraires fixes formulée par les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI

Attendu que les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI sollicitent de la juridiction de céans la condamnation de la société Lybia Oil SA à lui verser la somme de 1.202.307 francs représentant le montant retenu sur ses honoraires fixes ;

Qu'ils soutiennent à l'appui de cette demande que ses honoraires sont fixées dans le contrat à la somme de 561.120 qu'elle n'a jamais perçue intégralement ;

Qu'ils ont perçu successivement :

- en janvier il a reçu l'intégralité des 217.208 Fcfa sur les 561.120 Fcfa
 - en février il n'a reçu 561.120 Fcfa
 - en mars il n'a reçu que 459 107 Fcfa sur les 561.120 Fcfa
 - en avril il a reçu 248 195 Fcfa sur les 561.120 Fcfa
 - en mai il a reçu 280 645 Fcfa sur les 561.120 Fcfa
 - en juin il a reçu 398 075 Fcfa sur les 561.120 Fcfa
- soit un total de 2.164.350 Fcfa reçu.

En conséquence OILYBIA reste devoir la somme de 1.202.370 FCFA ;

Que pour s'opposer au paiement de ladite somme, la société Lybia Oil, par l'intermédiaire de son conseil, explique que les retenues opérées sur la rémunération mensuelle de la requérante s'expliquent par le dépassement du seuil de tolérance de 5 litre prévue par l'article 5 du contrat qui les lie sur la période de six (6) mois du contrat de prestation ainsi que le cumul mensuel des écarts de versements constatés entre le montant de la vente mensuelle théorique et le versement effectivement réalisé ;

Mais attendu qu'il résulte de l'article 5 in fine du contrat qui lie les parties que : « *il est admis une tolérance de coulage de 5L pour 1000L. Au delà de ce taux, s'il est démontré la faute du prestataire, celui sera tenu responsable et devra payer la perte occasionnée.*

La tolérance précitée doit être démontrée et de bonne foi par le prestataire » ;

Qu'il résulte de l'esprit et de la lettre de cette disposition que pour que le prestataire soit tenu responsable et devoir payer les pertes occasionnées au delà de la tolérance admise, il faut sa faute soit prouvée ;

Attendu qu'en l'espèce, la société Lybia Oil, même si elle apporte la preuve du dépassement du seuil de tolérance, n'a pas apporté la preuve que les pertes ainsi occasionnées sont liées à une faute du prestataire c'est à dire les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI;

Que d'autre part, comme l'a si bien relevé lors des débats à l'audience le représentant des ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI, il s'agit de pertes qui peuvent être occasionnées par plusieurs facteurs telles que la défectuosité des tuyaux utilisés par la société Lybia Oil lors dépotage, l'évaporation ou la défectuosité des cuves ;

Que dans ces circonstances, en l'absence de la preuve d'une faute des ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI, la société Lybia Oil ne saurait lui imputer ces pertes en amputant sur ces honoraires le montant réclamé ;

Qu'il y a donc lieu de condamner la société Lybia Oil à verser aux requérants la somme de 1.202.370 FCFA correspondant au montant retenu sur ses honoraires fixes ;

Sur la demande de reliquat de la caution formulée par les
ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI

Attendu que les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI sollicite de la juridiction de céans de condamner la société Lybia Oil à lui verser la somme de 2.900.000 correspondant au reliquat de caution qu'elle aurait versé à cette dernière ;

Attendu qu'en réplique, la société Lybia Oil explique que le plafond de la caution était fixée à cinq millions (4.900.000) FCFA et que l'Etablissement Almoustapha ALI n'a procédé qu'au versement de la somme de deux millions (2.000.000) FCFA. Concernant le solde débiteur du compte carburant du prestataire, elle explique que les prestataires de service engagés avec LYBIA OIL NIGER SA dans le cadre de la gestion de station service possèdent plusieurs comptes ouverts notamment « le compte carburant » destiné aux opérations concernant le Carburant et « le compte lubrifiant » destiné aux opérations concernant le lubrifiant ; Qu'au terme du contrat de prestation de gérance et après solde tout compte le compte de carburant des ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI , celui-ci présentait un solde débiteur de cinquante huit mille sept cent soixante neuf franc **(58. 769) FCFA** ; Que ce débit correspondant à l'ensemble des transactions passées sur le compte telles que les facturations, les versements et les écritures de régularisation passées à la fin de chaque mois suite à l'inventaire mensuel ; Que par mémo de LYBIA OIL NIGER SA les services compétents demandaient à la Direction Générale de procéder au paiement dudit montant et que ce dernier était versé aux ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI ;

Attendu qu'il est constant que le montant de 4.900.000 FCFA correspond à un plafond devant être atteint grâce au prélèvement de 2F CFA par litre effectué par LYBIA OIL NIGER SA sur sa propre marge et non sur les fonds du prestataire les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI ;

Que les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI ne saurait constituer la caution due à la société Lybia Oil sur le bien de celle-ci et prétendre au remboursement et ce, même en cas d'atteinte des objectifs ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande comme étant mal fondée ;

Sur le bonus supplémentaire des 4francs par litre

Attendu que les ETABLISSEMENTS ALMOUSTAPHA ALI demandent en outre la condamnation de la société Lybia Oil à lui verser la somme de 998.838 au titre de bonus convenu au contrat en raison de 4F/L sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus de l'objectif fuel assigné qui est 90m³ par mois ET 250F/ L sur chaque litre supplémentaire vendu au-dessus de l'objectif lubrifiant assigné qui est 0,3 m³ par mois ;

Attendu que Lybia Oil plaide au rejet de cette demande arguant de ce qu'au terme du contrat ce bonus n'est pas de droit tant que les objectifs n'ont pas été atteints et qu'à la lecture des pièces par elle fournies, il est évident que l'objectif de 90m³ de carburant n'a pas été atteint au vue des ventes réalisées ;

Attendu qu'il résulte du contrat liant les parties notamment en son article 5 que les objectifs de vente assignés à la société requérante sont 90m³ carburant et 0,3 m³ lubrifiant ;

Attendu qu'il est constant comme résultant des pièces du dossier que les objectifs ainsi définis par les parties et à la charge du prestataire sont largement dépassés en ce qu'en janvier 2018 il a vendu 96.030 litres soit 6.030 litres de plus que l'objectif définit, en février il a fait une vente excédentaire de 810 litres et en mars un surplus de 4.760 litres ;

Qu'en raison de l'effet obligatoire des contrats prévu à l'article 1134 du code civil, c'est à bon droit que les établissement Almoustapha Ali demande le paiement dudit Bonus;

Qu'il y a lieu en conséquence de condamner la société Lybia Oil au paiement dudit bonus qui s'élève à la somme de 998.838 francs CFA ;

Sur la demande reconventionnelle de la société Lybia Oil SA

Attendu qu'il ressort l'article 15 du Code de Procédure Civile dispose :
« *L'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation. Il en est de même de la résistance abusive à une action bien fondée* » ;

Attendu qu'en l'espèce, la société défenderesse sollicite du tribunal la condamnation des établissements Almoustapha Ali à lui payer la somme de 5 millions à titre de dommages et intérêts en ce que l'action des établissements

Almoustapha Ali est téméraire, motivée par le désir de ternir son image et fondée sur une mauvaise foi déconcertante de celle-ci ;

Mais attendu que la preuve de l'action malicieuse ou vexatoire doit être rapportée par celui qui se prétend victime ;

Qu'en l'espèce, la société Lybia Oil n'a pas démontré la mauvaise foi du requérant, ni en quoi l'action intentée est entreprise dans un esprit malveillant désirant nuire à sa cocontractante;

Que dès lors, l'action des établissements Almoustapha Ali étant fondée, elle ne peut être assimilée à un abus de droit ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de rejeter la demande reconventionnelle formulée par la société Lybia Oil SA

Sur les dommages et intérêts

Attendu que les établissements Almoustapha Ali sollicitent la condamnation de la société Lybia OIL à lui verser la somme de 2.000.000 à titre de dommages et intérêts en ce qu'elle refuse sans motifs de lui restituer les montants réclamés et que cette situation lui a causé un préjudice pour lequel il demande réparation ;

Attendu que l'inexécution d'une obligation contractuelle ou le retard dans l'exécution d'une obligation, tant qu'elle n'est pas due à une cause étrangère, ouvre droit à réparation ;

Attendu qu'en l'espèce, la société Lybia Oil ne fait la preuve d'aucune cause étrangère lui ayant empêché d'exécuter ses obligations contractuelles vis à vis des établissements Almoustapha Ali ; que cette situation a causé un préjudice à ces derniers qu'il convient de réparer ;

Mais attendu que le montant de 2.000.000 réclamé par la requérante est exagéré ; qu'il y a lieu de le ramener à de juste proportion en le fixant à 500.000 et condamner la société Lybia Oil à verser ladite somme aux établissements ALMOUSTAPHA ALI ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire est de droit en matière commerciale tant que le taux du litige n'atteint pas 200.000.000 ;

Qu'en l'espèce le taux du litige étant largement inférieur à 200.000.000 il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire de la présente décision ;

Sur les dépens

Attendu que celui qui succombe à l'instance doit supporter les dépens ;

Attendu que la société LYBIA Oil a succombé à la présente instance ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Le tribunal,

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, en matière commerciale et dernier ressort ;

En la forme

- Reçoit les demandes principales des établissements Almustapha Ali et celle reconventionnelle de la société Lybia Oil comme étant régulières en la forme;

Au fond

- Condamne la société Lybia Oil SA à payer à Amadou Idrissa les sommes suivantes :
- 1.202.361 fcfa correspondant au montant retenu sur ses honoraires fixes;
- Et 998.838, correspondant au bonus des mois de décembre à juin 2018 ;
- Rejette la demande de remboursement de la caution formulée par Amadou Idrissa ainsi que celle reconventionnelle de la société Lybia Oil SA ;
- Condamne Lybia Oil SA à lui verser la somme de 500.000 fcfa à titre de dommages et intérêts ;
- Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision ;
- Condamne la société Lybia Oil SA aux dépens.

Aviser les parties qu'elles peuvent se pourvoir en cassation par dépôt de requête au greffe du tribunal de céans dans le délai d'un mois à compter de la présente décision.

Suivent les signatures

Pour Expédition Certifiée Conforme

Niamey, le 12 Mars 2019

LE GREFFIER EN CHEF